

Dans le cyclone des économies

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **83 (1995)**

Heft 10

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280770>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Dans le cyclone des économies

En 1994, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) fêtaient le cinquantième anniversaire de leur fondation. Des célébrations qui ne réjouissent guère le cœur des pauvres du tiers monde, et encore moins celui des femmes...

Ce dossier est consacré à l'impact des politiques de l'ajustement structurel sur la vie des femmes, celles du Sud en particulier. Le terme d'ajustement structurel désigne les mesures que prennent les divers pays du tiers monde pour affronter la grave crise de la dette extérieure. Une politique de rigueur mise en branle par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Si ces institutions font parler d'elles aujourd'hui, c'est surtout à cause des critiques que soulèvent leurs programmes. Loin de promouvoir croissance et stabilité comme l'imaginait Lord Keynes, en 1944, à Bretton-Woods, lors de leur fondation, les deux organisations sont considérées comme responsables, en partie, du déséquilibre croissant de l'économie mondiale. On leur reproche d'appliquer des mesures destinées à redresser l'équilibre de la balance des paiements et à enrayer les déficits publics sans analyser au préalable leurs implications sur les couches les plus fragiles des populations. Résultat: les conditions de vie des plus vulnérables, celles des femmes en particulier, ne cessent de se dégrader. Depuis l'application des politiques d'ajustement structurel en 1980, le nombre des pauvres en Amérique latine est passé de 130 millions à 180 millions au début des années 90. Les programmes ont «annulé en grande partie les progrès des années 60 et 70» écrit M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement (BID). Des critiques sans doute un peu sévères.

Avant de pénétrer plus avant dans l'analyse et de tenter de tenir les multiples fils qui relient les femmes du Sud aux aléas des politiques de l'ajustement structurel, il faut évoquer l'ampleur du phénomène de la récession. Les nouvelles politiques d'austérité ne sont pas l'apanage du tiers monde. De gré ou de force, tous les pays du monde sont contraints de passer par des politiques d'ajustement. La question est de savoir «comment ajuster». Comment réduire les dépenses en tenant compte de la division du travail et des relations entre les sexes afin de ne pas précipiter les femmes les plus fragiles dans les affres de la pauvreté ou de la misère?

Société des élus et des exclus

Le problème au Nord est de plus en plus celui de l'avènement d'une société duale des élus et des exclus. Le rapport de l'Unicef «la situation des enfants dans le monde» (1994), révèle qu'aux Etats-Unis un jeune sur cinq vit aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté. La couverture vaccinale des enfants ne dépasse pas 10% dans certains quartiers urbains. La Bolivie

et Haïti sont les seuls pays à enregistrer des taux inférieurs. Pendant la décennie des années 80, plus de 1,1 million de familles monoparentales américaines basculent dans la pauvreté. S'agissant des taux de mortalité infantile, les Etats-Unis occupent aujourd'hui le 19ème rang, derrière la plupart des pays industrialisés. Les coupes sévères pratiquées dans les programmes d'aide sociale expliquent ce naufrage.

Dans les pays industrialisés, les restructurations économiques se font à l'aveugle sans véritable réflexion sur leur impact.



Les femmes sont les victimes privilégiées des mesures d'ajustement structurel.

(Le courrier ACP-CEE)



L'image mentale de référence demeure celle de la famille patriarcale, dépendante du seul travail masculin. Conséquence: les mesures d'austérité provoquent une paupérisation croissante de nombreuses femmes: femmes au chômage, femmes seules avec charge de famille, veuves et femmes âgées. Le phénomène devient inquiétant au Royaume-Uni où les coupes dans les budgets publics de la santé, de l'éducation et des allocations provoquent l'apparition de véritables îlots de pauvreté.

A l'Est, retour des anciennes valeurs

L'apparition d'une économie de marché et les ajustements qui en découlent, bouleversent les sociétés des pays d'Europe centrale et de l'Est. Les phénomènes du chô-

mage, de la diminution de l'embauche, de la prolifération d'emplois précaires, sans aucune sécurité sociale, provoquent de nouvelles relations entre les sexes.

Les femmes connaissent des taux élevés de chômage sauf dans les secteurs du textile et de l'alimentation. Deux secteurs où les salaires sont traditionnellement bas. Ailleurs, les entreprises évitent d'employer des femmes. Elles redoutent le paiement des congés maternité. Services de garde des enfants et congé maternité, traditionnellement payés par les entreprises sous l'ancien régime, sont d'ailleurs en voie de disparition. Les femmes se trouvent confrontées à un retour précipité des anciennes valeurs: modèle de la femme au foyer, entraves religieuses à la contraception. Face à cette évolution, nombre d'organisations féministes se mobilisent et tentent de faire respecter les principes d'égalité des sexes.

Un phénomène mondial

On le voit, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, les économies vivent à l'heure des restructurations. Partout, il s'agit de s'ajuster à la récession par diverses mesures destinées à enrayer la croissance des déficits publics. Le phénomène est mondial.

Ces nouvelles politiques évitent de se poser la question de leurs implications sur la vie de plus de la moitié de la population mondiale. Les outils des analyses économiques sont ceux de l'homo oeconomicus, un être imaginaire, asexué mais qui ressemble à s'y méprendre à un homme. Toute analyse en termes de relations entre les sexes (gender analysis) est évitée. Elle risque de remettre en question le fondement des théories économiques, ce prêt à porter masculin, taillé par des hommes à la mesure des autres hommes.

Au fil de la dette

La crise de la dette éclate au début des années 80. Nombre de pays du tiers monde avaient contracté des emprunts, dans les années 70, auprès des banques privées occidentales: ils manquent de fonds pour assurer le paiement des intérêts de leurs dettes. Taux d'intérêt élevés, accumulation de la dette, chute des prêts et stagnation des marchés mondiaux provoquent de graves crises économiques. Force est donc de s'engager sur la voie des restrictions budgétaires.

La Banque mondiale et le FMI proposent des «réformes de structures», censées assurer une croissance soutenue des économies: réduction des dépenses publiques - celles des services sociaux notamment - contrôle

ou baisse des salaires, ouverture du marché intérieur, allègement des restrictions aux investisseurs étrangers, stimulation des exportations et dévaluation des monnaies locales afin d'assurer la compétitivité sur les marchés. Il s'agit selon les mots du Président Reagan de laisser le marché «opérer sa magie».

Libéralisation et protectionnisme

En dépit des efforts, la magie ne se manifeste guère. Le fardeau de la dette globale des pays du Sud s'accroît. On accorde dès 1980 des prêts d'ajustements structurels

afin d'assurer le paiement des intérêts dus aux banques. Les pays concentrent leurs activités économiques sur la production destinée à l'exportation afin d'acquiescer des devises. Quelque 70 pays du tiers monde et d'Europe (Chypre, Turquie, Hongrie, Portugal, Roumanie) appliquent des politiques d'ajustement. Leurs efforts sont couronnés de succès. De 1984 à 1990, le transfert net de ressources financières en provenance du Sud vers les banques atteint 178 milliards de dollars. Mais à quel prix?

Les politiques d'ajustement proposées aux pays du tiers monde se fondent sur un mot-clé: libéralisation. Libéralisation des marchés, des prix, du commerce. Ces politiques doivent favoriser le décollage des économies. Libéralisation des importations et promotion des exportations sont deux mesures complémentaires destinées à renforcer l'intégration des pays du Sud à l'économie mondiale.

Les résultats globaux de ce nouveau crédo laissent perplexes. Les prix des produits d'exportation du tiers monde, des produits agricoles essentiellement, sont en baisse depuis 1980. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Ce sont essentiellement la faible élasticité-revenu de la demande, l'apparition de produits de synthèse destinés à se substituer aux matières premières importées et la politique d'ajustement. L'encouragement des exportations provoque en effet une saturation des marchés et une baisse des prix. Les cours de certaines matières premières, comme le café et le cacao, s'effondrent.

Les politiques d'ajustement se heurtent aussi aux pratiques protectionnistes des pays du Nord, lesquels s'empressent d'ériger des barrières douanières dès qu'un produit du Sud menace leurs industries. On oblige donc les économies du Sud, les plus



Le désendettement par des politiques d'ajustement, oui, mais comment «ajuster»?

(Photo CIRIC, Lausanne)